

/REFORME DES RETRAITES !

Mai 2013

Non au diktat de Bruxelles et au projet de Hollande !

Des provocations de Bruxelles...

Les choses sont manifestement en train de s'accélérer en matière de retraites.

Hier, en effet, la Commission Européenne, qui ferait mieux de s'occuper du désastre économique généré par sa politique, a recommandé à la France « d'adapter les règles d'indexation, les âges minimum et de taux plein, la période de contribution et les régimes spéciaux, mais en évitant d'augmenter les contributions des employeurs aux régimes de retraite ». Rien que cela. Mais de quoi se mêle-t-elle cette commission non élue par les peuples pour nous donner ainsi des leçons ?

Ce tristement célèbre chiffre de déficit de 3% de Maastricht a plongé l'Europe dans la récession du fait de son application stupide par cette Commission Européenne. En dépit de cela, alors que chacun voit bien que la crise économique et politique se nourrit de ces contraintes, la Commission totalement aveugle continue sa politique.

C'est pour FO Energie et Mines, et nous n'en doutons pas pour une large majorité des Français totalement inacceptable.

... à celles du gouvernement ...

Dans le même temps, le Président de la République et le Premier Ministre distillent petit à petit que les Français devront travailler plus longtemps du fait de l'application de la loi Fillon qu'ils avaient pourtant combattu en son temps. Autre temps, autre discours ! Le changement est décidément bien loin...

Et pourtant, ce qui compte, c'est bien de savoir s'il y a suffisamment de richesses dans le pays pour financer ces régimes.

Il est aussi absurde de mettre en avant les difficultés de financement conjoncturelles de ces régimes du fait de la crise. Surtout si c'est pour en tirer comme conséquence les modifications structurelles de ses régimes.

En outre, le vrai indicateur à prendre en compte serait celui de la durée de vie en bonne santé. Or, ce chiffre lui n'évolue malheureusement pas : il n'est que de 62 ans pour les hommes et de 63 ans pour les femmes.

Enfin et surtout, et c'est problématique dans un pays démocratique, ni Sarkozy en 2007, ni Hollande en 2012 n'ont présenté un programme politique intégrant ces réformes de retraite. De ce point de vue, l'un et l'autre ont trompé les Français.

... et du futur rapporteur parlementaire socialiste

Les choses sur ce point sont encore plus inquiétantes. En effet, celui qui est présenté comme le futur rapporteur du projet de loi sur les retraites, le député socialiste de l'Isère jusque-là inconnu, Michel Issindou, cherche manifestement à se faire un nom. Il a indiqué sur RMC Info le 24 mai que concernant les régimes spéciaux, « il faut crever cet abcès et regarder la réalité », ajoutant que le rapprochement entre le public et le privé « n'est pas un sujet tabou ».

D'autres multiplient les annonces : désindexation des pensions, augmentation de la CSG sur les retraites, modification sur les pensions de reversions, suppression du calcul de la pension sur les six derniers mois... et le concours de celui qui aura la proposition la plus rétrograde est aujourd'hui lancé !

Face à cela, FO Energie et Mines se battra bec et ongles contre toute nouvelle réforme du régime de retraites et rappelle d'ailleurs que nous demandons l'abrogation des dispositions précédentes de 2008 et de 2010.

Nous rappelons en outre au Gouvernement que le régime des industries électriques et gazières est équilibré et que rien ne justifie de telles propositions.

Nous considérons enfin que le Gouvernement n'a pas reçu de mandat populaire pour réformer les régimes de retraite et que toute attaque portée en ce sens entraînera des réactions à la hauteur de cette agression incluant les interventions sur les moyens de production.

On a vu ce que les grèves saute-moutons ont donné en 2010. Si l'agression prenait forme, les gaziers et électriciens devront en tirer pleinement les conséquences !

Paris, le 30 mai 2013.

Contact Jacky CHORIN Tel : 06 07 89 77 07